

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Bordeaux, le

17 AOUT 2012

Mission Connaissance et Évaluation

Dossier : F07212P0090

Arrêté portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F07212P0090 relatif au déplacement des infrastructures de l'École Talençaise de Sports Motorisés (ETSM) sur la commune de TALENCE (33), reçu le 1^{er} août 2012 et considéré complet le 1^{er} août 2012 ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 11 juin 2012 portant délégation de signature à Monsieur Patrice RUSSAC, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2012 pris au nom du Préfet et portant subdélégation de signature ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 16 août 2012 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à déplacer de 10 mètres les infrastructures de l'École Talençaise de Sports Motorisés (ETSM), en reconstituant un terrain de moto-cross de 3 250 m² sur une partie de l'actuelle aire d'entraînement de football, et en déplaçant un bungalow de 19 m², ce projet relevant de la rubrique 44°) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à étude d'impact systématique tout aménagement de terrain pour la pratique de sports ou loisirs motorisés d'une emprise totale supérieure ou égale à 4 hectares, et à examen au cas par cas en deçà de ce seuil ;

Considérant la localisation du projet dans l'emprise des aires sportives actuelles de la commune, qui permet le raccordement aux réseaux existants (eau potable et assainissement), la conservation de l'aire de stationnement existante de l'ETSM sans création de places de stationnements supplémentaires, et le maintien de l'emplacement réservé aux containers de collecte des déchets ;

Considérant qu'au vu des incidences du projet sur le milieu, et notamment au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet ne devrait pas avoir d'impacts notables sur l'environnement ;

Arrête :

Article 1^{er}

L'opération objet du formulaire n° F07212P0090 n'est pas soumise à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine.

Pour le Directeur et par délégation
Pour le Chef de la Mission
Connaissance et Évaluation
L'Adjoint du chef de la Mission


Patrice DUBOIS

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Aquitaine
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Aquitaine
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

à adresser au Tribunal administratif de Bordeaux
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).